



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Bourse du travail, Bordeaux, le 27 mai 2020

Cette crise a prouvé l'importance des services publics qui ont su malgré des restrictions drastiques démontrer leur indispensable utilité collective pour la Nation. A l'heure du déconfinement, pour la FSU33 nous devons partir à leur reconquête et réaffirmer qu'ils sont non pas un coût pour la société, mais d'abord une richesse, un investissement et un outil permanent de solidarité.

Il est donc pour nous hors de question que déconfinement s'accompagne localement d'initiatives qui peuvent davantage fragiliser les services publics et marchandiser ses missions comme cela semble devenir la règle.

Sur les questions sanitaires nous dénonçons la volonté de l'Ordre national des infirmiers de s'introduire dans les établissements scolaires avec l'appel aux infirmiers libéraux « éducation aux gestes barrières » en faisant payer aux collectivités locales un service qui est déjà assuré par des professionnels de santé de l'Education nationale des écoles à l'université. Cela fragiliserait ce service public de promotion de la santé en faveur des élèves, installé dans les établissements scolaires et universitaires, qui assure tant la prise en charge du soin que de l'éducation à la santé.

Nous exigeons la mise en place d'une médecine du travail pour tous les personnels et dénonce la volonté de la part du Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) de Gironde de marginaliser le CHSCT Départemental, instance réglementaire et spécifique sur les questions d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail, déjà menacé de disparition par la loi sur la fonction publique.

Sur les questions pédagogiques la FSU33 juge totalement inadéquat le nouveau dispositif 2S2C « Santé, Sport, Civisme, Culture » pour lequel il est prévu d'utiliser les moyens humains disponibles au sein des fédérations sportives, via les salarié.es des clubs sportifs locaux, pour prendre en charge une partie de la mise en place du retour à l'activité physique des élèves. Alors que le Ministre Blanquer vient de déclarer que ce dispositif devient l'horizon de « l'école de demain », nous dénonçons fermement cette possibilité qui porterait atteinte à la professionnalité des professeur.es des écoles et enseignant.es d'EPS et qui alimenterait la confusion entre l'enseignement de l'éducation physique et sportive et l'animation sportive type club, l'obligation scolaire et le volontariat, l'égalité scolaire et l'inégalité liée aux politiques sportives territoriales. Pour la FSU, il ne serait pas acceptable que soient installés dans le paysage des dispositifs qui vont à rebours du service publique d'éducation.

Alors, force est de constater que malgré un discours gouvernemental de façade de lutte contre les inégalités scolaires, la rentrée de septembre 2020 affiche toujours en Gironde une trop faible augmentation de nombre de poste d'enseignants pour une forte augmentation d'élèves en Gironde dans le secondaire avec + 1 700 élèves prévus pour 11 postes supplémentaires seulement, soit un poste pour 154 élèves, ainsi que des conditions pédagogiques dans le primaire toujours inacceptables avec des classes encore surchargées et le manque important de postes de remplacement et en zone d'éducation prioritaire. En effet, les moyens dans les réseaux d'aides spécialisés aux élèves en difficultés (RASED), ou pour les classes d'élèves allophones, ou pour les élèves à handicaps, ont fortement diminué depuis l'arrivée du Ministre JM Blanquer. Pour la FSU33, il est urgent d'abonder prioritairement les moyens de l'école pour la rentrée de septembre qui va être très difficile pour les élèves les plus en difficulté. Le confinement a encore plus accentué les inégalités sociales.

Enfin, la période a été marquée par une aggravation des inégalités à laquelle le gouvernement ne répond pas suffisamment. Un plan immédiat et massif de mesures et d'aides sociales, prenant en compte la question de l'insertion professionnelle des jeunes, avec déploiement de moyens conséquents, doit être mis en place pour répondre aux besoins vitaux d'une partie de la population qui se retrouvent avec peu ou sans ressource.

Localement la FSU s'associe aux 24 organisations girondines qui ont décidé de s'unir pour décliner localement la tribune lancée il y a un peu plus d'un mois par 19 responsables syndicaux et associatifs nationaux « Plus jamais ça, préparons le jour d'après ». Elles appellent à signer la pétition issue de cet appel. Elles souhaitent se fédérer pour préparer le monde d'après et s'appuyer sur les nouvelles solidarités, forces et réseaux qui ont vu le jour pendant le confinement.